

INNOV.DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale

n°27 – Septembre 2005

EDITORIAL

Dette et compassion

La thèse néo-conservatrice se tient... Le professeur Allan Meltzer constate avec stupeur (!) que les nouveaux prêts au Tiers monde, publics ou privés, mais garantis par les institutions internationales, ne servent qu'à rembourser les anciens. Le serpent se mord la queue. Après un premier coup en 1999, le 11 juin 2005, rebelote : le G8 (les huit pays les plus riches et politiquement puissants) décide l'annulation de la dette de 18 pays pauvres. Le Sénégal, le Mali ou le Nicaragua pourront-ils enfin, libérés de leur fardeau, investir en toute quiétude dans l'éducation, la santé ou la nutrition ?

Le « conservatisme compassionnel », appuyé fortement par le « charity business » (églises, pop stars, mécènes...), exhaussant le souhait du président G.W. Bush, se substitue à l'action, déjà très critiquée de la Banque mondiale, du FMI et des gouvernements des pays riches dont l'aide au développement reste faible et sélective. Selon les calculs, la nouvelle méthode procurera à l'Afrique 1,2 milliard de dollars/an pour les trois ans qui viennent. Tandis que le continent a besoin de plus de 25 milliards/an pour espérer sortir ses populations de la pauvreté extrême.

Le sixième de la population mondiale vivant dans la pauvreté absolue (moins d'un dollar par jour), sera-t-il réconforté apprenant que des chanteurs chantent pour remplir leur ventre et des moines prient pour le salut de leur âme ? N'est-il pas plus plausible de chercher des solutions économiques à des problèmes économiques ? Que dit la science politique ?

SOMMAIRE

- ∂Au Carrefour des Rencontres** 2-4
- Séminaires « Économie et Innovation »
 - Ateliers d'Innovations
 - La "Toile" du Lab.RII, la recherche en réseaux
- ∂ Centre « Recherche Universitaire et Études Économiques »** 4
- ∂La Recherche en Marche** 5-6
- Publications & communications
 - Ressources humaines
- ∂INNOVATIONS – Edition** 6-7
- Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation
 - collection « L'esprit économique » Innoval-L'Harmattan
- ∂ 2° FORUM** 8-9
- « L'esprit de l'innovation »**
- ∂Le Point sur...** 10-11
- Éric VERNIER : La question du blanchiment de l'argent sale
 - Joël MARCQ : Pour une méthodologie RH
- ∂Les Rendez-Vous du Lab.RII** 12
- Workshop Financial Analysts. New Challenges
 - Séminaire Le management par les valeurs. La méthode des référentiels de valeurs partagés

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédactrices : Sophie Boutillier et Blandine Laperche

Le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation est dirigé par Dimitri Uzunidis

Sophie Boutillier dirige l'équipe "Entreprise, Travail, Entrepreneur"

Gérard Dokou dirige l'équipe "Groupe de Recherche sur l'Entrepreneuriat et les Economies Locales-PME"

Blandine Laperche dirige l'équipe "Firmes et Innovation"

Eric Vernier dirige l'équipe "Centre d'Etudes en Management de la Côte d'Opale"

Prix : 3 euros ♦ Abonnement annuel : 7,5 euros (France) ou 12 euros (étranger) ♦ Tirage : 1100 ex.

ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59140 DUNKERQUE

téléphone : 33 (0)3.28.23.71.34, 33 (0)3.28.23.71.35 ou 33 (0)3.28.23.71.47 – fax : 33 (0)3.28.23.71.43 – email : labrii@univ-littoral.fr

<http://www-heb.univ-littoral.fr/rii>

Au Carrefour des Rencontres

Séminaires

« Économie et Innovation »

o *Compétences, savoir et entreprise (25/04/2005)*

Pour les économistes, la connaissance est un facteur de production. Toute la question réside toutefois dans le fait suivant : la connaissance est-elle assimilable au facteur « capital » (machines, produits, brevets, etc.), c'est-à-dire au produit de la recherche scientifique, mais aussi aux moyens matériels utilisés pour innover ? Ou bien la connaissance est-elle assimilable au facteur « travail », au capital humain ? Dans ce cas nous mettons l'accent sur l'investissement des chercheurs, des techniciens, des ingénieurs qui utilisent ces moyens matériels et qui innoveront. Mais selon **Roger Serre** et **Yves Enrègle** du CR2S-M, pour les dirigeants d'entreprise, la connaissance n'a pas de sens en tant que telle. Seul importe le fait qu'elle soit valorisée et serve à innover. L'analyse est pragmatique et brouille le long terme avec les besoins immédiats.

o *Beccaria et l'initiative individuelle (9/05/2005)*

Cesare Beccaria (1738-1794), au cœur de la physiocratie italienne et européenne, en général, partait du principe que l'économie politique devait se soucier du comment « le plus grand bonheur (devait se répartir) sur le plus grand nombre ». **Maria Vitali-Volant** (équipe ETE) explore l'œuvre du grand... économiste pour montrer son combat intellectuel et politique contre la société de privilèges et de monopoles. Seule l'initiative privée et la volonté encourageraient le progrès social. Chacun doit pouvoir bénéficier d'un éventail de possibles pour arriver à construire son « bonheur ». Mathématicien, Beccaria hisse la rationalité au premier rang de la finesse philosophique et contribue à tracer les frontières – ouvertes à tous les champs de la pensée et de l'action – de l'économie politique.

o *Transport, risque et performances (10/05/2005)*

La nocivité du pétrole et de ses dérivés rend ceux-ci écologiquement dangereux et coûteux sur le plan de leur transport. Le risque maritime, dépendant des aléas de la navigation, conditionne pour une grande partie les performances des transporteurs. Deux types de risques sont alors pris en compte dans le calcul des performances : le risque induit par le transport maritime et le risque créé par la nature dangereuse de la cargaison. Pour **Pierre Edhor** (équipe FIN), l'analyse de l'incidence du risque pétrolier sur les performances du transport maritime fondée sur les coûts doit s'enrichir d'une analyse fine des délais et du management de la qualité. L'approche par la « qualité totale » aide à mieux identifier le risque total dans un secteur si sensible sur les plans économique, politique et écologique.

o *Management du projet de création d'entreprise (23/05/2005)*

Un projet est un ensemble d'actions à réaliser pour satisfaire un objectif défini dans le cadre d'une mission

précise. Etant donné qu'il est nécessaire de distinguer le projet « ouvrage », dont la finalité est d'obtenir un résultat considéré pour lui-même, du projet « produit » qui se destine à la conception d'une nouvelle marchandise, la création d'une entreprise englobe ces deux types de projets. Selon **Mohamed Al Sakit**, le management des projets complexes implique l'étude et l'analyse préalables, ainsi que la programmation minutieuse des objectifs à atteindre, de l'organisation, de la disponibilité par phases des compétences, des délais... La concordance ou la discordance des cycles de vie du projet et de vie du produit conditionnent pour une grande partie la réussite ou l'échec de la création d'entreprises.

Ateliers d'Innovations

o *La gouvernance et le financement de la recherche en Europe et aux Etats-Unis, 27/05/2005*

Le Japon consacre plus de 3% de son PIB à la recherche-développement. Les Etats-Unis environ 2,7%. L'Europe des 15 : 1,9%. L'Europe des 25 : 1,8%. Ces simples chiffres montrent le fossé existant entre les Etats-Unis et l'Europe. Mark Suskin, représentant en France de la *National Science Foundation*, a insisté sur le rôle des grands organismes, dont la NSF dans le financement et la distribution des ressources consacrées à la recherche aux Etats-Unis. Il en ressort l'image d'une grande concentration dans l'affectation des ressources. P.ex., les 10 premières universités américaines s'octroient près de 40% de l'ensemble des ressources destinées à la recherche ; les plus grandes entreprises sont aussi les premières servies dans les contrats les liant aux grands organismes publics. Guillaume Duval (*Alternatives économiques*) a insisté sur cet élément essentiel de différenciation entre le modèle américain et l'Europe, où la centralisation et la concentration sont beaucoup moins nettes qu'aux Etats-Unis.

Les débats ont porté sur les évolutions actuelles du système de recherche européen, où l'« exemple » du modèle américain est une source incontestable d'inspiration. Le but étant d'aboutir (notamment par les pôles de compétences dans la recherche comme dans l'enseignement) et comme cela avait été annoncé en 2000, à l'économie de la connaissance la plus forte du monde, mais avec un budget qui reste beaucoup plus faible. Les limites, alors nombreuses, ont été soulignées par la plupart des intervenants, chercheurs des laboratoires de l'ULCO et doctorants : précarité des statuts, hiérarchisation des universités et des disciplines, dépendance de la recherche des contrats, appropriation privée des connaissances... Les conséquences peuvent être dans bien des cas contre-productives : frein au progrès scientifique et technique, formation universitaire déconnectée de la recherche... La question posée est alors celle de l'« utilité » du développement de la connaissance. S'agit-il de promouvoir la capacité à penser propice aux grandes évolutions scientifiques et techniques ou bien

de « produire » des connaissances directement utilisables dans des processus d'innovation privés et assimilables (prêt à penser) par les individus pressés. Ce choix, selon les intervenants, doit être intégré à la réflexion sur l'évolution du système de recherche européen. Une table ronde riche, préparatoire au second Forum de l'innovation, à laquelle ont participé tous les directeurs de laboratoires et d'équipes de l'ULCO.

o **Qualité et compétitivité des entreprises artisanales, Institut Supérieur des Métiers/Lab.RII, 28/06/2005**

La « démarche qualité » a vu le jour dans les grandes entreprises, mais aussi elle a favorisé la concentration. Le développement de l'industrie a, dès le 19^{ème} siècle nourri les imaginations sur l'organisation d'une société où tout serait régi par les machines. Le monde serait alors gouverné par une poignée de grandes entreprises. Dans ce contexte, l'entreprise artisanale était appelée à péricliter. La crise économique des années 1970 a fondamentalement remis en cause cette conception de l'histoire économique. Les petites entreprises se sont adaptées à un nouveau contexte, souvent plus concurrentiel, plus incertain. Rares sont les entreprises artisanales qui adoptent une démarche qualité au sens institutionnel du terme (sauf dans les secteurs réglementés). Pourtant, la qualité est au cœur de la stratégie de l'entreprise, largement impulsée par l'entrepreneur-artisan secondé par des salariés qui maîtrisent les mêmes compétences professionnelles. Ce constat nous conduit à privilégier le concept de la qualité informelle.

La «Toile» du Lab. RII, la recherche en réseaux

o « **Capital savoir** » et désindustrialisation, Universidad Alfonso X el Sabio, Madrid, 10/05/2005

Les entreprises innovantes tirent leur compétitivité de leur capacité à former et à utiliser un ensemble de connaissances et d'informations scientifiques et techniques, propres à l'entreprise (R&D, routines) et acquises à l'extérieur (contrats, rachats...). La gestion du « capital savoir » est tout aussi internationale que celle du processus de production dans son ensemble. Pour **Blandine Laperche**, les questions des délocalisations et de la désindustrialisation sont inséparables de celle de l'organisation, par la firme, de l'ensemble du processus de production. Une part importante des activités de services qui restent largement localisés dans les pays industriels nourrit autant qu'elle est nourrie par la production industrielle délocalisée. La dynamique des délocalisations fait que le « capital savoir » des entreprises augmente faisant évoluer les métiers et les compétences.

o **Economie sociale et solidaire et territoires**, CEFI, Marseille, 11-12/05/2005

L'économie est deux ! Une économie officielle, *hi tech*, génératrice de compétitivité et d'innovations d'envergure ; une autre de « proximité », fondée sur l'entraide, la solidarité, la nécessité. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (associations, pouvoirs publics, bénévoles et... entrepreneurs) recréent les

liens sociaux fortement endommagés par les stratégies globales, financièrement et technologiquement rationnelles des entreprises de la première économie. Pour **Sophie Boutillier**, dans la crise économique actuelle où l'Etat social est défaillant, les responsables politiques (au niveau proche : local ou territorial) ont fait de la création d'entreprises un instrument de lutte contre le chômage et la pauvreté : simplifications administratives, aides financières, fiscales et matérielles... Le champ de « l'économie sociale et solidaire » est très propice à l'étude du potentiel de ressources financières, cognitives et relationnelles du créateur d'entreprise comme facteur de succès dans les affaires, mais aussi comme facteur de réactivation des rapports marchands dans des espaces restreints.

o **Potentiel de ressources de l'entrepreneur et milieu industriel, Les TPE artisanales en devenir, ERFI-Montpellier I, 19/05/2005**

La création d'entreprise est conçue par les autorités publiques comme un moyen de créer des emplois, des activités, de recréer un lien social qui s'effrite dans un contexte de sous-emploi. Le cas de l'agglomération dunkerquoise est riche d'enseignements. Pôle d'industrie lourde depuis les années 1960, le travail salarié (ouvrier) a modelé la vie des Dunkerquois pendant plusieurs générations. Aussi, comment donner le goût d'entreprendre ? Quelles sont les motivations de l'entrepreneur ? Une enquête réalisée, sous la responsabilité de **Sophie Boutillier**, en 2003 sur les nouveaux entrepreneurs dunkerquois montre qu'une majorité d'entre eux ont été contraints par les circonstances (déficit d'emplois salariés), et ne réalisent pas une ambition mûrement réfléchie. Cette enquête a été réalisée à partir du concept du potentiel de ressources de l'entrepreneur, tiré d'une analyse critique du concept de capital social, très à la mode dans les milieux intellectuels depuis les années 1980.

o **1^{er} Forum Européen Identité-Diversité-Liberté, Grenoble, 14-28/05/5**

Le premier Forum Européen Identité-Diversité-Liberté a vu le jour à l'occasion du centenaire de la loi sur la laïcité. Animé par des associations qui s'ouvrent sur la Recherche-Action concernant les problèmes de nos sociétés contemporaines (chômage, exclusion, violence, pauvreté, etc.), ce Forum se veut un carrefour entre les Arts, les Sciences et la société civile. Ainsi, les Rencontres Internationales de la diversité à Grenoble ont réuni, dans leurs aspects intellectuels, des acteurs de terrain (dirigeants d'associations, journalistes, entrepreneurs socioculturels etc.) et des chercheurs (économistes, sociologues, anthropologues, etc.). **Hassan Zaoual**, partant de la socioéconomie de la proximité, a montré la montée en puissance du paradigme d'une économie plurielle associant les territoires et les acteurs de la société civile.

o **Excellence et mutation industrielle**

Le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation participe avec les collectivités territoriales à la réflexion sur la stratégie à moyen terme de développement de la région dunkerquoise. Cette analyse de

prospective économique fait partie du projet de cadre de référence stratégique national (future politique régionale européenne) supervisé par la DATAR. Pour la mise en œuvre d'une « politique de cohésion au service de la compétitivité des régions », deux axes sont privilégiés dont la compatibilité est à démontrer : d'une part, l'application d'une stratégie d'excellence industrielle en permettant de renforcer la compétitivité de ses locomotives ; d'autre part, l'action sur les zones défavorisées en « mutation industrielle ».

Responsable : Dimitri Uzunidis

o **Advantages and limits of patents, Università Cattaneo Castellanza, Italy, 22-23/07/2005**

Comment les entreprises protègent-elles le capital savoir – ensemble de connaissances et d'informations scientifiques et techniques produites, rassemblées et utilisées par les entreprises dans le but d'innover ? Pour **Blandine Laperche**, les entreprises constituent un « portefeuille de protection », comprenant des titres de propriété industrielle (notamment le brevet), auxquels s'ajoutent le secret et les normes techniques. Les entreprises de grande taille ont recours de façon croissante aux modalités externes de constitution du capital savoir, notamment aux contrats avec d'autres entreprises ou avec des institutions. Cette tendance à la socialisation de la production du capital savoir accroît les risques de diffusion non contrôlée des informations qu'il contient et fournit un élément d'explication aux évolutions juridiques du droit des brevets : l'extension de la brevetabilité à des domaines nouveaux (Tic, Biote-

chnologies) et par des institutions nouvelles (universités).

o **Développement, crise et démocratie, Porto Alegre, Brésil, 22-26/08/2005**

Les économies latino-américaines vivent mal la rationalisation et la « libre entreprise ». Les économistes et les sociologues autochtones ou tout simplement spécialistes des questions sociopolitiques du développement économique qui se sont retrouvés à Porto Alegre lors du 25^{ème} Congrès de l'Association Latino-américaine de Sociologie, ont conclu sur la dynamique des mouvements sociaux dans la recherche des alternatives économiques (participation, redistribution, contrôle), mais aussi d'analyse socio-économique. Pour **Sophie Boutilier**, l'expansion internationale des firmes, combinée à une organisation en forme de réseau (rendue possible grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication), conduit à une remise en cause du rapport salarial. Les salariés sont placés dans des rapports concurrentiels et gérés tels des actifs matériels. Dans ce contexte, les écarts de rémunération entre les salariés de base et les dirigeants deviennent de plus en plus importants, tant au niveau national qu'international. Les nouvelles méthodes de combinaisons productives dans un contexte économique ouvert à la concurrence rendent nécessaire la réflexion sur le contrôle social de l'entreprise au moment où la gestion de la fracture sociale interne est promue, via la « gouvernance », au rang de valeur entrepreneuriale sûre.

Centre “Recherche Universitaire et Études Économiques”

La RUEE vers les affaires

o **Gestion des compétences**

Programme de recherche « Contribution à un Bilan sur l'état des pratiques de gestion et d'évolution des compétences auprès des personnels de fabrication dans différents établissements industriels ». L'outil scientifique qui résultera de ce programme s'insère dans le cadre d'une stratégie d'entreprise visant le renforcement des plans de développement de la formation.

Responsable : Joël Marcq
joel.marcq@libertysurf.fr

o **Croissance durable des PME/PMI**

Le Lab.RII (équipe CEMCO), l'Institut Supérieur du Commerce de Dunkerque (ISCID) se sont associés avec les Chambres de commerce et d'industrie de Boulogne, de Calais et de Dunkerque et avec la Kent Business School de l'université du Kent (Royaume-Uni) dans le cadre d'un projet INTERREG : « Quels dispositifs pour encourager la croissance durable des PME-PMI du Littoral – Côte d'Opale ? ». Le sujet d'étude commun des deux côtés de la Manche porte sur « la croissance durable » (*sustainable growth*) des petites et moyennes entreprises. Comment définir la croissance durable, quels sont les paradigmes théoriques, quels sont les recettes et bonnes pratiques, existe-t-il des

filières mieux organisées que d'autres pour soutenir cette croissance ? Existe-t-il des écarts avec les entreprises britanniques ? Quelles explications, quels enseignements en tirer en matière de politique en direction des PME-PMI ?... Voici les principales questions auxquelles chercheurs et professionnels seront conduits à répondre.

Responsables : Jean-Lin Chaix et Amen Abiassi
ruee@univ-littoral.fr

o **Les compétences du dirigeant de PME/PMI**

1ère rencontre : 9/06/2005, IAE de Lille.

Le centre RUEE, sous l'égide de l'équipe GREEL-PME du Lab.RII, avec le Centre de Ressources et de Prospective (IAE Lille) participe au groupe de Prospective sur le « métier du dirigeant ». La finalité des différents travaux entrepris est de montrer la place des compétences du dirigeant dans les performances d'une petite entreprise. Mais, quelles sont ces compétences ? Comment sont-elles repérées ? Comment le dirigeant met en valeur son parcours et ses compétences lors de la création (ou de la reprise) de son entreprise ? Comment peut-on l'aider ?

Responsable : Gérard Dokou
email : ruee@univ-littoral.fr

La Recherche en marche

Publications & Communications

Mai 2005 – Septembre 2005

- * BOUTILLIER S. (éd.), *Travail et entreprise, Règles libérales et « global management »*, série clichés, coll. L'esprit économique, Innoval-L'Harmattan, 2005.
- * BOUTILLIER S., Economie solidaire. Repères et éléments d'une critique, *Sociologie-Politologie*, T.7-8, Iasi, Roumanie, 2004.
- * BOUTILLIER S., Opérations de sensibilisation à la création d'entreprise en Europe. Apprendre à devenir entrepreneur ?, *Annales de la faculté de Droit*, Université de Valahia, Targoviste, Roumanie, n°1(3), avril 2005.
- * BOUTILLIER S. Du capital social au potentiel de ressources : société entrepreneuriale. Quid de l'économie sociale ? 5èmes rencontres inter-universitaires d'économie sociale et solidaire « Economie sociale et solidaire et territoire », CEFI, Marseille, 11-12/05/2005.
- * BOUTILLIER S. Le potentiel de ressources du dirigeant de très petite entreprise dans une région industrielle en reconversion, Atelier « Les TPE artisanales en devenir », ERFI, Univ. de Montpellier I, 19/05/2005.
- * BOUTILLIER S. Travail et chômage en Europe, essai d'analyse historique, in C. Pozzo di Borgo (éd.), *Vues de l'Europe d'en bas. Chômage et résistances*, série clichés, coll. L'esprit économique, Innoval-L'Harmattan, 2005.
- * BOUTILLIER S., Division du travail et systèmes privés d'emploi, la firme multinationale, 25^{ème} Congrès de l'Association Latino-américaine de Sociologie, Porto Alegre, Brésil, 22-25/08/2005.
- * BOUTILLIER S. (sous la dir.), « La qualité dans les entreprises artisanales du Nord/Pas-de-Calais », rapport ISM/Lab.RII, juin 2005.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., Création d'entreprise et lutte contre le chômage en Europe. Le potentiel de ressources des entrepreneurs, *Humanisme et entreprise*, n°272, Paris.
- * DANNEQUIN F., L'esprit d'entreprise comme substitut à l'emploi salarié ?, in S. Boutillier (éd.), *Travail et entreprise, Règles libérales et « global management »*, série clichés, coll. L'esprit économique, Innoval-L'Harmattan, 2005.
- * DRAGANOVA-MADELAIN E., Le travail-marchandise dans une économie en transition. Le cas de la Bulgarie, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°22, Paris, 2005-2.
- * EDORH P., Le transport pétrolier maritime : risques et performances. Une approche par la qualité totale, *Document de travail*, n°103, Lab.RII, ULCO, 07/2005.
- * EL IDRISSE L., « L'entreprise apprenante au Maroc, l'expérience de l'entreprise MAROC Telecom », Thèse de doctorat en économie, ULCO, juillet 2005.
- * GHEWY P., Valeurs d'entreprise et commerce, le management par les valeurs, in S. Boutillier (éd.), *Travail et entreprise, Règles libérales et « global management »*, série clichés, coll. L'esprit économique, Innoval-L'Harmattan, 2005.
- * GOGUEL d'ALLONDANS A., Les métamorphoses du travail. Requiem pour l'emploi salarié ?, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°22, Paris, 2005-2.
- * HAZEBROUCQ J.-M., « Gestion de projets dans un environnement changeant », Habilitation à diriger des recherches en Gestion, ULCO, juin 2005.
- * LANCESSEUR C., Quel accompagnement pour un management par les compétences ? le point de vue d'une praticienne, in S. Boutillier (éd.), *Travail et entreprise, Règles libérales et « global management »*, série clichés, coll. L'esprit économique, Innoval-L'Harmattan, 2005.
- * LANCESSEUR C., Mesure de l'impact de la réduction des barrières administratives et légales de la Loi de 2003 'Initiative économique', Colloque « Evaluation et mesure de la décision », Ecole de Management de Bordeaux, Bordeaux, 17-18/05/2005.
- * LAPERCHE B., Estrategias globales y innovación: ¿Cuales son los impactos sobre los países industriales?, seminario « Economía y Estrategia de la Empresa », Universidad Alfonso X El Sabio, 10/05/2005, Madrid.
- * LAPERCHE B., How do firms protect their "knowledge capital"? Advantages and limits of patents, Workshop on the "Law and Economics of Intellectual Property and Information Technology", Università Cattaneo Castellanza, Italy, 22-23/07/2005.
- * LAPERCHE B., Constitution and protection of Knowledge capital: Socialisation versus Appropriation, Auckland University of Technology, 12/08/2005.
- * LAPERCHE B., The evolution of the public services in Europe, Auckland University of Technology, 17/08/2005.
- * LAPERCHE B., How do firms protect their "Knowledge capital"? Socialization versus appropriation, *Document de travail*, n°104, Lab.RII, ULCO, 07/2005.
- * LAPERCHE B., UZUNIDIS D., What has happened to the public services in Europe? Contestable markets and endogenous growth, 2nd International Conference "Development in Economic Theory and Policy", Bilbao, Espagne, 7-8/07/2005.
- * METOUGUE NANG P., « Entrepreneuriat et croissance économique en Afrique. Etat des lieux et perspectives de l'entrepreneuriat au Gabon », Thèse de doctorat en économie, ULCO, juin 2005.
- * METOUGUE NANG P., Faut-il re-nationaliser les entreprises en Afrique ?, *Document de travail*, n°102, Lab.RII, ULCO, 06/2005.
- * MOULOUNGUI C., Le coût du travail intrafamilial, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°22, Paris, 2005-2.
- * RICHEVAUX M., L'avenir du droit du travail ?, in S. Boutillier (éd.), *Travail et entreprise, Règles libérales et « global management »*, série clichés, coll. L'esprit économique, Innoval-L'Harmattan, 2005.

- rales et « global management », série clichés, coll. L'esprit économique, Innoval-L'Harmattan, 2005.
- * RICHEVAUX M., PHILIP M., Convergence européenne et politiques sociales des Etats, *Sociologie-Politologie*, T.7-8, Iasi, Roumanie, 2004.
 - * RICHEVAUX M., PHILIP M., Europe sociale et constitution européenne, *Annales de la faculté de Droit*, Université de Valahia, Targoviste, Roumanie, n°1(3), avril 2005.
 - * UZUNIDIS D., Les pays en développement face au « consensus de Washington ». Histoire et avenir, *Annuaire français de relations internationales*, vol.6, 2005.
 - * VERNIER E., Le marketing polysensoriel dans les Caisses d'Épargne : création d'une identité, *Cahiers pour l'histoire de l'épargne*, n°11, Paris, juin 2005.
 - * VERNIER E., Le financement bancaire de la création d'entreprise, *Document de travail*, n°100, Lab.RII, ULCO, 05/2005.
 - * VITALI-VOLANT M., Le hasard et la nécessité. Figures du hasard dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de ma vie* de Giuseppe Gorani (Milan 1740-Genève 1819), *Italiae*, n°9, 2005, Aix.
 - * VOLPI R., W = X ? Le travail, cet illustre inconnu, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, n°22, Paris, 2005-2.
 - * ZAOUAL H., Co-opération et Co-développement Europe/Méditerranée, *Document de travail*, n°101, Lab.RII, ULCO, 05/2005.
 - * ZAOUAL H., Du global au local. La socioéconomie de la proximité, Forum Européen Identité-Diversité-Liberté, 14-28/05/2005, Grenoble.
 - * ZAOUAL H., *La socioéconomie de la proximité. Du global au local*, coll. Economie plurielle, L'Harmattan, 2005.

Ressources Humaines

- *Fonctions : Eric VERNIER succède à Jean-Lin CHAIX à la direction de l'équipe CEMCO/Lab.RII (acte du 17/06/2005)
- *Nouveaux collègues : Michel LOTIN, Directeur administratif et financier de PME, Maître de Conférences associé, gestion d'actifs (équipe CEMCO) ; André LOONIS, associé, stratégies d'externalisation (équipe FIN)
- *Nouveau post-doc : Lalla Hind EL IDRISSE, spécialisée en économie de l'entreprise et travaille sur les « entreprises apprenantes »

- *Nouveau doctorant : Mohamed AL SAKIT, Création d'entreprises et dynamique territoriale, le cas de la Libye, sous la direction de Sophie Boutillier et de Gérard Dokou (équipe ETE)
- *Accueil d'universitaires étrangers : Sami BOUDABBOUS, Ecole Supérieure de Commerce de Sfax, Tunisie, spécialiste en management (équipe CEMCO) ; Eric Thosun MANDRARA, Université d'Antananarivo, Madagascar, spécialiste en économie du développement et en analyse économique (équipe FIN)
- *Mobilité : Jean-Lin CHAIX a été invité à l'ENCG d'Agadir (Maroc). Il y a enseigné la gestion de projets ; Blandine LAPERCHE a été accueillie en tant que Professeur invité à l'Auckland University of Technology, Australie, Août 2005
- *Nominations : Godefroy KIZABA a été nommé à un poste de Maître de conférences en sciences de gestion à l'Université de Valenciennes ; Alban GOGUEL d'ALLONDANS a été nommé expert auprès de l'UNESCO sur les questions de la santé infantile

Soutenance de Thèses et de HDR

- Jean-Marie HAZEBROUCQ a soutenu, le 4 juin 2005, son habilitation à diriger des recherches en gestion. Le thème : « Gestion de projets dans un environnement changeant ». Le jury : C. Navarre (Univ. de Ottawa), O. Badot (ESCP-EAP), M. Ghezali (Univ. du Littoral), J.-P. Raman (Univ. de Lille I), J.-P. Lozatio-Giotard (Univ. de Paris III).
- Prosper METOUGUE NANG a soutenu, le 17 juin 2005, sa thèse de doctorat en sciences économiques. « Entrepreneuriat et croissance économique en Afrique. Etat des lieux et perspectives de l'entrepreneuriat au Gabon », thèse dirigée par Dimitri Uzunidis. Le jury : Christian Palloix (Amiens), Jean-Pierre Centi (Aix Marseille III), Michel Marchesnay (Montpellier I), Sophie Boutillier (Littoral), Dimitri Uzunidis (Littoral).
- Lalla Hind EL IDRISSE a soutenu, le 1 juillet 2005, sa thèse de doctorat en sciences économiques. « L'entreprise apprenante au Maroc, l'expérience de l'entreprise MAROC Telecom », thèse dirigée par Hassan Zaoual. Le jury : Bernard Guesnier (Poitiers), Ahmed Silem (Jean Moulin-Lyon), Gilles Ferréol (Poitiers), Sophie Boutillier (Littoral), Marc Luychx Ghisi (consultant international), Hassan Zaoual (Littoral).

INNOVATIONS – Edition

Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation

TRAVAIL RECOMPOSE ET ORGANISATION FLEXIBLE

n°22, 2005-2, Innoval-L'Harmattan

R. ARDENTI, E. BARREIRO, A. BENOIT, G. CAIRE, E. DRAGANOVA-MADELAINE, C. FRANCIOSI, A. GASSAMA, A. GOGUEL D'ALLONDANS, E. JAFFRES, C. MOULOUNGUI, L. THOMSIN, R. VOLPI, P. VRAIN

Travail divisé / travail recomposé, d'Est en Ouest et du Nord au Sud. Délocalisations, libéralisation des marchés, flexibilité... Que devient le travail ? Que deviennent les salariés alors que les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les marchés financiers tracent les contours de la société à venir ?

La question centrale est celle de la flexibilité : flexibilité offerte par le droit par l'aménagement du temps de travail et flexibilité offerte par les TIC. Quelles sont

les conséquences de ces formes de flexibilité sur le travail ? Les technologies de l'information redéfinissent la tâche de travail : l'information est à la fois objet du travail et, incarnée dans l'ordinateur, moyen de travail. Les entreprises, petites et grandes, modèlent ainsi leur organisation en fonction d'une concurrence mondialisée, où le critère essentiel de différenciation des activités est celui de la capacité à innover. La flexibilité restructure aussi les temps sociaux dans une perspec-

tive d'égalité des sexes, des classes d'âge et des générations. Partant de l'entreprise et de son organisation, le fil d'Ariane que constitue le travail conduit les auteurs à disserter sur la place et les interconnexions des activités rémunératrices dans l'économie incertaine actuelle.

Le lecteur trouvera aussi dans ce numéro d'*Innovations* une contribution sur les écrits économiques de Diderot.

Collection « L'esprit économique »

✓ **Rudy AERNOUDT**

Eloge du (non) travail. Pour que l'Europe vive !,
Série Krisis, col. « L'esprit économique », Innoval-L'Harmattan, Paris, 20042005.

Au terme de quarante années de chômage structurel, n'est-il pas grand temps de renoncer à l'illusion qui nous porte à croire que le marché du travail peut offrir une solution adaptée à tout individu ? Chacun peut-il vraiment exercer son droit au travail, fruit d'une lutte sociale acharnée ? Tout le monde est-il « employable » ? Peut-on concevoir une économie européenne compétitive, sans que le droit à la vie ne passe par l'obligation au travail ? Devons-nous et pouvons-nous travailler davantage et de façon plus intense tout en restant plus longtemps dans le marché du travail ? Comment assurer que travailler soit mieux rémunéré que ne pas travailler ? A partir d'une approche pluridisciplinaire – économique, religieuse et philosophique – du concept « travail », l'auteur esquisse des lignes directrices qui devraient ouvrir la voie à une Europe tant compétitive que sociale. Rudy Aernoudt, fidèle à son image d'iconoclaste, parvient à étayer avec intelligence et originalité des thèses controversables.

✓ **Benoît BORRITS**

Vers la démocratie économique
Série Krisis, col. « L'esprit économique », Innoval-L'Harmattan, Paris, 20042005.

Après vingt ans de politiques économiques néolibérales, que constatons-nous ? Partout dans le monde, les inégalités augmentent, l'exclusion sociale devient le vécu quotidien de plus de deux milliards d'individus, les sans-ressources côtoient les mal-nourris... Cet ouvrage explique ces problèmes et apporte des solutions plausibles. Le tout est de revoir l'économie et, plus encore, de changer l'entreprise.

L'auteur propose une redistribution de la richesse produite entre les différentes entreprises permettant de garantir à chaque producteur un revenu minimal. Ce faisant, le plein emploi est au bout de l'effort. Les nouvelles techniques de redistribution, appliquées sur plusieurs échelles (nationale, continentale et mondiale), permettront d'allier ouverture économique et maintien des termes de l'échange. De son côté, l'entreprise actionnariale devra être remplacée par une entreprise démocratique dans laquelle les producteurs pourront s'approprier l'intégralité de la richesse produite par celle-ci.

✓ **Catherine POZZO DI BORGO** (éd.)

Vues de l'Europe d'en bas. Chômage et résistances
Série Clichés, col. « L'esprit économique », Innoval-L'Harmattan, Paris, 2005.

Les auteurs : Stephen Bouquin, Sophie Boutillier, Robert Castel Marie-Paule Connan, Marianne Debouzy, Michelle Gales, Anne Gray, Angela Klein, Estelle Krzeslo, Catherine Lévy, Danièle Linhart, Andrew Mathers, Éveline Perrin, Michel Pialoux, Maria-Teresa Pignoni, Catherine Pozzo di Borgo, Claire Villiers.

L'Europe est malade du chômage. Pour le combattre, chaque État s'ingénie à élaborer des dispositifs dont le principal effet est d'aggraver toujours un peu plus la condition même des chômeurs : diminution du montant et de la durée des allocations, mais surtout mise en place de mesures d'« activation » qui contraignent les chômeurs, considérés comme « responsables » de leur situation, à accepter des travaux souvent précaires et mal rémunérés, ce qui a pour conséquence de tirer l'ensemble des salaires vers le bas.

Des chercheurs, mais aussi des militants du mouvement des chômeurs livrent ici leurs réflexions sur cette question centrale. À travers leurs analyses critiques se dessine une remise en cause du modèle néolibéral en vigueur. Car le chômage sert de révélateur des dysfonctionnements de nos sociétés développées. L'étudier conduit à s'interroger sur la place du travail dans un monde en profonde mutation, à mesurer le poids de l'Europe dans la politique économique et sociale des États, à questionner la position des syndicats sur ce qui apparaît comme l'un des fléaux majeurs du XXI^{ème} siècle.

✓ **Jacques ABEN, Moustapha ADIB** (éd.)

Exporter la décentralisation à la française
Série Economie et innovation, col. « L'esprit économique », Innoval-L'Harmattan, Paris, 2005.

Les auteurs : Marie-Luce Pavia, Paul Allies, Eric de Mari, Didier Alric, Eric Perez, Etienne Douat, Jacques Aben, Alain Guengant, Sylvain Castellon

La décentralisation peut apparaître comme « le grand œuvre » de la République française au cours de ces vingt dernières années. Peut-on croire que « ce grand œuvre » a aussi valeur d'exemple ? La France aurait versé au fonds commun des connaissances de l'humanité une réforme administrative à l'usage des peuples en quête de construction étatique. Certes ce n'est pas une réforme idéale, de celles que l'on construit en toute liberté sur une « table rase ». Pour autant c'est une réforme qui a une cohérence, et qui a une ampleur telle qu'à tout le moins elle peut fournir des solutions ponctuelles à tous ceux qui voudraient tenter une aventure semblable. Les Etats, un peu partout dans le monde, s'interrogent sur leur organisation administrative, et pourraient donc souhaiter, parce que c'est dans l'air du temps, adopter à leur tour une organisation politique et administrative décentralisée et déconcentrée.

Appel à communications – Appel à communications – Appel à communications

2^{ème} Forum L'esprit de l'innovation

Colloque International / International Symposium

Connaissance ou finance ? L'innovation

"Knowledge, Finance and Innovation"

26-30 Septembre 2006 / September, 26-30, 2006

Comment l'innovation est-elle aujourd'hui conditionnée ? Les connaissances (issues des processus classiques et enrichis de R&D), leur développement, leur management, leur utilisation industrielle ? Ou bien les impératifs de rentabilité l'emportent-ils ? Comment les considérations de retour sur l'investissement influencent la recherche et ses applications industrielles ? La valeur de l'innovation est-elle, d'un autre côté, mesurée en termes d'utilité ou de capital et de travail qui y sont consacrés, ou plutôt en termes de profitabilité et de rentabilité financières ? Quelles peuvent être les conséquences des relations entre le management des connaissances et les stratégies financières sur le progrès technique, la croissance économique et l'internationalisation des

activités économiques ? Quels arrangements institutionnels peuvent favoriser l'émergence et la diffusion des innovations et la croissance économique ? Quels sont les acteurs de l'innovation ? Par quels canaux, par quels relais l'innovation se diffuse-t-elle dans l'économie ? Quelle est la part de la science et de la finance dans la définition de normes techniques, mais aussi sociales, de production et de consommation ?

Trois axes sont ainsi dégagés :

** Logiques d'entreprise, profitabilité et sélection technologique*

- Trajectoires d'innovation et « science autonome »
- Financement et management du savoir scientifique et technique
- Investissements dans la protection des connaissances et innovation

- Nouvelle organisation du travail, nouvelle structure financière et changement de l'organisation

- Création d'entreprises innovantes, stratégie de croissance, stratégie financière

** Logiques de réseaux, complémentarités technologiques et financières*

- Alliances stratégiques et logiques collectives d'innovation

- Réseaux d'innovation : entreprises et institutions publiques

- Division cognitive du travail, innovation et localisation des investissements

- Réseaux, normes techniques et concurrence

** Logiques publiques, administration et routines*

- La recherche scientifique, ses institutions, ses objectifs, ses acteurs

- Politique d'innovation et système d'innovation

- Economie de la connaissance, production de connaissances et contraintes financières

- Arrangements institutionnels, innovation et croissance économique

Calendrier :

- Proposition de communication de trois pages avant le **1er mars 2006**

- Réponse du comité scientifique : au plus tard le **1 juin 2006**

- Texte final : au plus tard le **5 septembre 2006**

Langues : français, anglais

Adresse :

Blandine Laperche
Lab.RII-ULCO
21, quai de la Citadelle
59140 Dunkerque–France
email : laperche@univ-littoral.fr

What drives innovation? Is it knowledge (ensuing from R&D processes), its development, management and industrial use; Or is the necessity of profitability more important? How do the imperatives of return on investment influence research and its industrial exploitation? On the other hand, is the value of innovation measured in terms of its usefulness? Does this value depend on the amount of capital and labour dedicated to its production; Or, is the value of knowledge relying on its financial profitability? What are the consequences of the relations between the management of knowledge and financial strategies on technical progress, economic growth and globalization of economic

activities? What kind of institutional arrangements may encourage the emergence and the diffusion of innovation and economic growth? Who are the actors of innovation? Through which channels is innovation diffused in the economy? What is the role of science and of finance in the definition of technical standards and also of social, production and consumption norms?

Three axes are then identified:

** Enterprise logic, profitability and technological selection*

- Innovation trajectories and "autonomous science"
- Financing and managing scientific and technical knowledge

- Investments in the protection of knowledge and innovation

- New organization of work, new financial structures and organizational change

**Network logic, technological and financial complementarity*

- Strategic Alliances and collective logic of innovation

- Innovation networks: enterprises and public institutions

- The cognitive division of labour, innovation and investment location

- Networks, technical standards and competition

** Public logic, administration and routines*

- Scientific research, its institutions, its aims, its actors

- Innovation policies and innovation systems

- Economics of knowledge, innovation and economic growth

Deadlines:

- Deadline for communication proposals:

March 1 2006.

- Final decision of scientific committee:

June 1 2006

- Final texts:

September 5 2006

Languages: English, French

Address:

Blandine Laperche
Lab.RII- ULCO
21, quai de la Citadelle
59140 Dunkerque –France
email: laperche@univ-littoral.fr

Séminaire International / International Workshop

La Russie Européenne. Perspectives économiques et sociales
14-15-16 décembre 2006

L'objectif : analyser les bouleversements économiques et politiques engendrés par les réformes politiques et sociales des années 1990 pour dessiner un système économique nouveau. Quelles sont les conséquences économiques et sociales de ces réformes ? Comment évoluent les rapports économiques et politiques internationaux ? Quelle est la place de la Russie dans l'économie du savoir ? L'élargissement de l'Union Européenne offre-t-elle de nouvelles perspectives à la Russie ? Quelle est la place de la Russie dans la structuration des espaces économiques du voisinage européen ? Quelles sont les perspectives d'intégration ? Cette problématique se décline en quatre thèmes principaux (la société russe ; institutions, réformes et dynamiques économiques ; aspects géopolitiques et diplomatiques ; la Russie dans la mondialisation).

Thème 1 : La société russe aujourd'hui

- * Indicateurs du développement économique et humain
- * Inégalités sociales
- * Education, emploi, chômage, formation
- * Economie de la criminalité
- * Transparence des systèmes d'information
- * Culture et religion
- * Consommation et modes de vie
- * Parcours de vie, retraite, famille, assurances sociales

Thème 2 : Institutions, réformes et dynamiques économiques

- * Economie informelle
- * Productivité et croissance
- * Modernisation ou transition
- * Entreprises, crédits, banques et marchés financiers
- * Systèmes de management et gouvernance d'entreprise
- * Privatisation, libéralisation de l'économie russe
- * Transports, infrastructure, services
- * Agriculture, énergie, environnement

Thème 3 : Aspects géopolitiques et diplomatiques

- * Relations Russie/Union européenne
- * Relations Russie/Asie
- * Domaines de coopération : éducation, recherche, rapports scientifiques, etc.

Thème 4 : La Russie dans la mondialisation

- * Investissements étrangers directs en Russie et russes à l'étranger

- * Migrations
- * Commerce international
- * Taux de change
- * Marchés financiers et mouvements de capitaux
- * Convergence et perspectives d'intégration au voisinage de l'Union européenne

Calendrier :

- Proposition de communication de trois pages avant le **15 mars 2006**
- Réponse du comité scientifique : au plus tard le **15 juin 2006**
- Texte final : au plus tard le **15 octobre 2006**

Langues : français, anglais

Adresse :
Sophie Boutillier
Lab.RII – ULCO
21, quai de la Citadelle
59140 Dunkerque
France
email:
boutilli@univ-littoral.fr

International Conference

The European Russia. Economic and social prospects

December, 14-15-16, 2005

The conference seeks to analyze the economic and political convulsions generated by the political and social reforms of the 1990s that aimed to design a new economic system. What are the economic and social consequences of these reforms? How are international economic and political relations evolving? What is Russia's role in the knowledge economy? Does the enlargement of the European Union offer new opportunities to Russia? What is Russia's role in the structuring of economic activities in the European neighborhood? What are the prospects for Russia's integration into the European neighborhood?

These concerns will be addressed through four principal discussion themes at the conference, which will take place in two stages at two different locations: in Paris and in St. Petersburg in 2007.

- Theme 1: Russian Society Today**
- Social inequalities
 - Education, training, employment and unemployment
 - Modernization or transition?
 - Economic history of Russia
 - Economics and crime
 - Transparency of information
 - Culture and religion
 - Consumption and lifestyles
 - The life cycle, retirement, family and social security

Theme 2: Institutions, Reforms and the Changing Russian Economy

- Productivity and growth
- Indicators of economic and human development
- Enterprises, credit, banks and financial markets
- Enterprise management and governance systems
- Privatization and liberalization of the Russian economy
- Transportation, infrastructure and services
- Agriculture, energy and the environment

Theme 3: Geopolitical and Diplomatic Issues

- Relations between Russia and the European Union
- Relations between Russia and Asia
- Spheres of cooperation: education, research, science

Theme 4: Russia in the Globalizing World

- Foreign investment in Russia and Russian investment abroad
- Migration

International trade
Exchange rates
Financial markets and capital movements
Convergence and prospects of integration into the neighborhood of the European Union

Deadlines:

- Deadline for communication proposals (3 pages): **March 15 2006.**
- Final decision of scientific committee: **June 15 2006**
- Final texts: **September 5 2006**

Languages : french, english

Address:
Sophie Boutillier
Lab.RII – ULCO
21, quai de la Citadelle
59140 Dunkerque
France
email:
boutilli@univ-littoral.fr



Partenaires du FORUM

Institutions : Observatoire français de conjoncture économique, Institut de gestion sociale (Paris), Institut supérieur des métiers (Paris), National Science Foundation, Ambassade des Etats-Unis à Paris, Conseil régional du Nord/Pas-de-Calais, Programme local d'innovation Communauté Urbaine de Dunkerque, Communauté d'Agglomération de Boulogne-sur-mer, Mairie de Dunkerque, Mairie de Boulogne-sur-mer, Ecole Nationale d'Application des Cadres Territoriaux

Revues et éditeurs : *Journal of Post Keynesian Economics, Research Policy, Innovations, Cahiers d'économie de l'Innovation / Palgrave McMillan, E. Elgar, L'Harmattan, De Boeck*

Universités et unités de recherche : Montpellier (F), Versailles/Saint Quentin en Yvelines (F), Auckland (NZ), Trois Vallées (CA), Sussex (UK), Seattle (USA), St Petersburg (RU), Institut Universitaire du Luxembourg

Le Point sur...

La question du blanchiment de l'argent sale

Éric VERNIER

Très souvent, les enseignements et les séminaires en finance présentent la discipline, avec ses fondements et ses techniques, comme un ensemble homogène, rationnel et logique. Or, la finance comme toutes les spécialités de la gestion, est utilisée par des hommes. Elle ne s'appréhende donc pas sur le terrain comme elle peut se comprendre dans la théorie d'un cours magistral.

La globalisation financière est une réalité avec des milliers de milliards de dollars échangés quotidiennement. Le lecteur, comme l'étudiant, doit donc désormais abandonner toute considération legaliste, comme il doit comprendre que la finance est mondiale et donc que ce qui est vrai en France ne l'est pas forcément ailleurs. Les mentalités, la culture, les lois sont différentes d'un continent à l'autre, d'une nation à l'autre, quelquefois d'une province à l'autre. Le visage de la finance internationale – pas celui le plus répandu, ni le plus positif, mais peut-être le plus étonnant et attirant, car les escrocs fascinent – est celui du traitement délicieux des capitaux amassés illégalement.

D'Al Capone à la mondialisation

Le terme de blanchiment tire son origine des blanchisseries utilisées par Al Capone (chef de la famille mafieuse de Chicago) qui en 1928, créa une chaîne : les *Sanitary Cleaning Shops* qui lui permirent de donner une façade légale aux ressources tirées de ses multiples activités illicites. L'arrestation de ce dernier pour fraude fiscale mit en évidence le besoin de rechercher des techniques plus efficaces pour déguiser les gains.

Très vite les techniques de blanchiment sont devenues de plus en plus complexes jusqu'à se fondre dans l'économie légale. L'internationalisation des flux financiers a permis plus que jamais aux criminels d'en profiter. Aujourd'hui l'argent virtuel peut se déplacer rapidement et facilement dans le monde. Les avancées de la finance et ses innovations ainsi que la déréglementation n'ont pas profité qu'aux honnêtes investisseurs. Les organisations criminelles se mondialisent et se structurent de façon impressionnante, afin de tirer profit de toutes les failles du système légal.

La fluidité et l'opacité qu'a atteint ce système financier dérégulé est une véritable aubaine pour l'économie souterraine. Aujourd'hui, les organisations criminelles sont devenues des acteurs à part entière de la sphère économique allant jusqu'à devenir l'un des rouages de notre système. En matière de blanchiment, la vision opposant deux mondes, celui de l'illégal et celui du légal, ne rend compte que d'une partie de la réalité. L'enchevêtrement des deux mondes nous oblige à avoir

une approche globalisée du problème, simplement parce que les acteurs de l'économie légale sont aussi les acteurs de l'économie illégale et vice et versa.

La structure du blanchiment d'argent sale est fondée sur la globalisation financière criminelle pour devenir une maladie endémique de notre monde économique moderne. Pour comprendre les techniques de blanchiment il faut d'abord définir les composantes de l'argent sale, qu'il soit noir ou gris, et son circuit. L'argent sale peut en effet provenir des activités criminelles les plus monstrueuses (trafic d'êtres humains, trafic d'organes, assassinats, etc.). Mais les profits sont de plus en plus souvent issus du monde des affaires le plus légal. Les honnêtes citoyens sont en effet de plus en plus attirés par l'argent facile, émanant des délits en col blanc en tous genres (évasion fiscale, faux bilans, délits d'initié, etc.).

Les techniques de blanchiment sont multiples et variées. Certaines s'avèrent des plus simplistes, voire enfantines (faux gains au jeu, fausses factures, etc.). D'autres nécessitent une véritable organisation internationale rivalisant avec les plus grands conglomérats mondiaux (acquisition de sociétés, usage des swaps, passage par les chambres de compensation internationales, etc.). Les moyens de lutte mis en place sont-ils efficaces ? Des textes nationaux et internationaux ont été rédigés afin de combattre ce fléau dont les effets sont ressentis plus violemment depuis une vingtaine d'années. Des organismes officiels gouvernementaux ou indépendants ont été créés pour mettre en pratique la réglementation et les mesures anti-blanchiment en vigueur dans le monde. Mais le combat demeure inégal, compte tenu des moyens faramineux détenus par les mafias.

Le secteur gravement touché par le phénomène du blanchiment est celui de la banque. La réglementation bancaire s'enrichit chaque année de nouvelles obligations pour lutter contre le blanchiment au moyen des instruments financiers. Mais il nous a semblé néanmoins intéressant d'aller observer sur le terrain comment et avec quelle intensité étaient mises en pratique les différentes mesures adoptées. Le résultat nous est apparu très mitigé.

Le voile financier des enjeux politiques

Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux des flux et du blanchiment de l'argent sale ? L'équilibre des économies nationales et de l'économie planétaire dépend de l'intégration dans les études des phénomènes de formation, de circulation et de réinjection dans l'activité officielle des capitaux des secteurs « souterrains ». Par définition, il n'y a pas plus de statistiques économiques sur le blanchiment que sur toute criminalité. Mais de nombreuses estimations ont été effectuées. Le FMI estimait par exemple en 2001

que le volume du blanchiment dans le monde se situait entre 2 et 5% du PIB mondial. Les rapports des organismes nationaux et internationaux de lutte contre le blanchiment sont édifiants. Des gouvernements, de grandes entreprises, des institutions financières, pas forcément exotiques, sont accusés de complicité. Les mafias et les pouvoirs économiques et politiques en place se côtoient sans honte en Russie, en Colombie, mais aussi dans des États beaucoup plus proches de nous.

Une commission parlementaire française a dénoncé en détail les pratiques de pays comme Monaco ou le Liechtenstein (Montebourg, Peillon, 2000). Elle fut même quelquefois éconduite par les autorités de pays de l'Union européenne, voire vertement critiquée par nos voisins princiers monégasques. Le phénomène s'étend sur tous les continents, véritable fléau économique qui déroule ses tentacules sur l'économie globalisée et dont les effets n'apparaîtront véritablement que dans quelques années, lorsque l'ensemble des grandes entreprises et des banques seront infiltrées par les organisations criminelles. La France n'échappe pas au problème. Elle serait même une cible privilégiée des fonds en manque d'honorabilité, à cause de la solidité de son économie (n'en déplaise aux économistes de mauvais augure et il suffit de lire les comptes de résultat des grandes entreprises françaises).

Il est cependant très facile d'agonir le crime organisé et réclamer son éradication, sa disparition définitive et irréversible. Cette position paraît aussi évidente que d'affirmer que « la guerre, ce n'est pas bien » ou « la faim dans le monde doit être combattue ». Ces tautologies sont tout à l'honneur de ceux qui les profèrent, mais restent seulement ce qu'elles sont, l'enfoncement de portes ouvertes. La réponse au crime transnational n'est pas aussi simple. Sur ce sujet, le manichéisme ne peut être retenu comme base de réflexion. Il faut en effet avoir conscience des retombées économiques du blanchiment, incontournables pour certains pays.

La lutte contre le blanchiment paraît en définitive bien compromise. Elle est pourtant nécessaire, car si certains aspects économiques du crime peuvent paraître positifs pour les pays les plus pauvres, il ne faut pas oublier l'abjection de la plupart de ces crimes. La réponse ne peut être que politique, et certainement pas économique. Car sur un plan froidement financier, le blanchiment et les crimes qui en sont à l'origine s'avèrent extraordinairement rentables.

La « métaphore du papillon » a finalement de beaux jours devant elle : l'employé de banque japonais, corrompu par un blanchisseur, pourra peut-être un jour gripper à lui seul tous les rouages de l'économie mondiale.

A lire : Éric Vernier, TECHNIQUES DE BLANCHIMENT ET MOYENS DE LUTTE, DUNOD, Paris, 2005

L'internationalisation et la fluidité du système financier dérégulé sont une aubaine pour les organisations criminelles : l'argent virtuel se déplace rapidement et facilement, il s'investit dans le monde entier, mêlant étroitement économie légale et illégale. La structure de cette globalisation financière criminelle, désormais au cœur de l'économie de marché. Les moyens de lutte (nationaux et internationaux) – dérisoires – montrent à quel point le combat est inégal et, parfois, ambigu : certains acteurs de l'économie légale ne tirent-ils pas un bénéfice direct du blanchiment ?

Pour une méthodologie RH

Joël MARCQ

Sur le plan épistémologique, les chercheurs en gestion des ressources humaines sont pour bon nombre dans une *posture constructiviste*, mais la *posture positiviste* n'est pas étrangère à la recherche dans ce domaine. Il en résulte que les méthodes utilisées pour collecter les données de terrain (quand la théorie s'appuie sur des données de terrain) et pour les traiter correspondent à la panoplie des méthodes utilisées dans l'ensemble des disciplines des sciences sociales. Il est pertinent de considérer l'approche de la réalité comme résolument constructiviste. Les méthodes utilisées sont alors principalement l'observation (notamment l'observation participante active), les entretiens (avec une référence pour l'entretien compréhensif), l'enquête par questionnaire, et l'étude documentaire. La réalité est une construction sociale duale (société/acteurs).

Les connaissances de cette réalité sont des re/présentations que produisent les individus en puisant dans le réservoir social des théories, concepts, croyances, mythes, normes, règles (avec lesquels ils sont en contact) et en les mettant à l'épreuve de la vie. Perception, conceptualisation, affection, imagination participent de

manière dialogique à cette production. Ces connaissances ainsi produites (et les schèmes d'interprétation dont elles sont issues) s'investissent dans les attitudes et les comportements.

La méthodologie consiste alors à considérer le terrain comme point de départ de la problématique, et les documents comme une mémoire des événements. Elle consiste à partir des personnes, de leur discours et comportements dans l'interaction (observation participante active) et du récit de leur expérience des événements (entreprise). Le but n'est pas de décrire, mais de comprendre. L'échantillon n'est pas entièrement élaboré et fixé avant l'enquête, mais se construit au cours de l'enquête.

La grille de questions n'est pas standardisée et stabilisée, mais varie selon le profil de la personne interrogée et évolue au cours de l'entretien. L'entretien prend l'apparence d'une conversation au cours de laquelle l'enquêteur essaie d'entrer en contact avec le savoir de la personne interrogée sur les faits sociaux considérés. Les entretiens sont enregistrés puis retranscrits. La préférence va à une analyse directe du contenu à partir des transcriptions et de réécoute des entretiens. Le but est de reconstruire le sens manifeste, l'expérience que l'acteur a des événements.

Les Rendez-vous du Lab.RII

<p style="text-align: center;">CALL FOR PAPERS WORKSHOP « FINANCIAL ANALYSTS: NEW CHALLENGES » Boulogne-sur-mer, November 24-25, 2005.</p> <p style="text-align: center;"><i>French Northern Research Network in Finance</i> CEMCO / Lab.RII</p> <p>Goals : This Workshop is dedicated to the presentation of recent research about financial analysts. Plentiful one literature exists for more than twenty years on these advisers of financial markets. The credibility is in the heart of their profession. Nevertheless, the press and the professional circles stated, during the last years, events come question her. Do the financial analysts improve the functioning of the market? What are the imperfections connected to the production of information and to its broadcasting? These questions invite to think about the sources of information exploited by the analysts (accounting data, executive management,...). The measure of the quality of the produced information is also subject to debate through the study of the consensus or the individual behavior of the analysts.</p> <p>Papers :</p> <ul style="list-style-type: none"> Accounting information (accounting databases, accounting standards, data processing,...) Earnings forecast (forecasting models, earnings surprises,...) Financial analysts behaviour (forecasting bias, forecasting rationality, conflict of interests) Stock-exchange recommendations (analysts classification, individual previsions, consensus) <p>Responsable : David Verstraete david.verstraete@univ-littoral.fr Centre Universitaire Saint-Louis 21 rue Saint-Louis BP 774 62327 Boulogne-sur-Mer cedex</p>	<p style="text-align: center;">Annonce</p> <p style="text-align: center;">SÉMINAIRE - MANAGEMENT <i>Novembre 2005, Tunis</i> « Le management par les valeurs La méthode des référentiels de valeurs partagés »</p> <p>CEMCO/Lab.RII et Université Arabe des Sciences (Tunisie)</p> <p>Le management des entreprises ne peut être seulement une affaire technique et mécanique ou une simple question de moyens et de pouvoir. C'est d'abord une affaire d'hommes. L'efficacité même des entreprises dépend de la force de cohésion et de la motivation collective des parties prenantes. Elle dépend aussi de la qualité des échanges avec son environnement, clients, fournisseurs, partenaires, territoires. Dans tous les cas, c'est le « partage des valeurs » qui en est la clé.</p> <ul style="list-style-type: none"> Approfondir la notion de valeurs et mettre en évidence les implications d'un management par la valeur et les valeurs partagées Présentation de la méthode des référentiels de valeurs partagés : les principes, le déroulement, les conditions de mise en oeuvre. Comprendre les différentes composantes d'un référentiel de valeurs - échanges et réflexions. L'élaboration du référentiel - problèmes pratiques. <p>Les différentes applications de la méthode des référentiels de valeurs partagés pour le management par la valeur - problèmes et solutions</p> <p>Renseignements : Jamel Gharbi, CEMCO/Lab.RII ruce@univ-littoral.fr</p> <p style="text-align: center;">Appel à communications 2^{ème} Forum L'esprit de l'innovation ► pages 8 et 9</p>
--	--

website : <http://www-heb.univ-littoral.fr/rii>